



Notes pour une allocution de la présidente de la FCFA, Sylviane Lanthier

Au Comité permanent des finances des Communes

Dans le cadre des consultations prébudgétaires 2016

Ottawa, 18 février 2016

SEULE LA VERSION PRONONCÉE FAIT FOI

Monsieur le président, membres du Comité,

Je m'appelle Sylviane Lanthier, je suis la présidente de la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada. Je tiens à vous remercier de nous avoir invités à comparaître devant vous aujourd'hui.

Dans neuf provinces et trois territoires, 2,6 millions de citoyens et de citoyennes ont choisi le français. Si on peut réellement parler de dualité linguistique, c'est parce qu'on trouve des collectivités francophones dynamiques et diversifiées dans toutes les régions du pays. Elles incarnent l'une de nos valeurs canadiennes fondamentales.

La FCFA est ici aujourd'hui comme principale porte-parole de ces collectivités et des gens qui en font partie, des gens déterminés à vivre en français. Elle est ici, plus précisément, au nom de 42 organismes et institutions voués au développement de nos communautés, dont 12 associations francophones provinciales et territoriales.

C'est parce qu'elle est chef de file de ce vaste réseau de concertation que la FCFA est l'interlocutrice principale du gouvernement fédéral en matière de langues officielles et d'appui aux communautés francophones en situation minoritaire. Par le biais de ce réseau qu'elle chapeaute, la Fédération porte la voix de centaines d'organismes locaux, de centres culturels et communautaires, de réseaux de santé et de services d'établissement en français.

Je vous fais cette longue entrée en matière parce que je tiens à ce que vous compreniez bien la manière spécifique dont nous nous sommes donné des services et des lieux qui nous permettent de vivre en français. Si ces services et ces lieux existent, c'est parce que des organismes et institutions communautaires se sont mis en réseau pour vaincre l'isolement et travailler ensemble au bien-être de tous.

La première bonne nouvelle que nous venons partager avec vous, c'est qu'il n'y jamais eu autant de personnes qui souhaitent vivre en français au pays, et la demande pour des activités dans cette langue va toujours croissant. La deuxième bonne nouvelle, c'est que ce vaste réseau d'organismes et d'institutions dont je vous parle est toujours à la recherche de solutions novatrices pour mieux servir les citoyens et les citoyennes d'expression française. Être des bâtisseurs fait partie de notre ADN, parce qu'en milieu minoritaire, nous nous sommes pris en main pour développer nous-mêmes les infrastructures dont nous avons besoin pour vivre en français.

La valeur ajoutée de nos centres communautaires et culturels, de nos écoles, de nos services d'établissement et d'aide à l'emploi, de nos médias communautaires et de nos organismes francophones locaux ne fait plus aucun doute. Mais aujourd'hui, ces institutions ont atteint la limite de ce qu'elles peuvent faire avec les ressources à leur disposition.

Un grand nombre reçoivent des fonds du ministère du Patrimoine canadien, par le biais du Programme d'appui aux langues officielles, mais ces fonds n'ont pas augmenté, n'ont même pas été indexés depuis maintenant 11 ans. Considérant l'augmentation du coût de la vie, cela représente un recul de 30 à 35 % au niveau des ressources de ces organismes. La situation est telle qu'à certains endroits, comme aux Territoires du Nord-Ouest, des organismes ont dû fermer leurs portes, faute de fonds.

D'autres organismes à vocation plus spécialisée vivent des réalités différentes, mais tout aussi préoccupantes. La Feuille de route pour les langues officielles 2013-2018 avait certes prévu des enveloppes pour des initiatives de développement ciblées. Mais nous sommes en 2016 et certains des fonds prévus dans la Feuille de route n'ont toujours pas été débloqués.

Renforcer les capacités de nos communautés est essentiel si l'on souhaite qu'elles demeurent les championnes de la promotion du français qu'elles sont à l'heure actuelle. Nos infrastructures doivent pouvoir être modernisées ou améliorées pour faire face à la demande croissante. Nos médias doivent pouvoir prendre le virage numérique. Nos organismes et institutions doivent pouvoir répondre aux besoins émergents, par exemple en matière d'immigration francophone.

Nous savons que ce comité entend plusieurs groupes, que les priorités sont nombreuses et les attentes élevées. Sachant que le budget fédéral 2016 sera le premier de ce nouveau gouvernement, la FCFA souhaite quant à elle que ce budget contienne d'abord et avant tout un signal clair, une intention d'agir pour appuyer ceux et celles qui créent et animent la vie en français partout au pays.

Nous recommandons donc :

- Que le budget fédéral inclue une déclaration à l'effet que le gouvernement entend, au minimum, indexer les fonds qu'il investit dans les organismes et institutions des communautés francophones et acadiennes, dès l'exercice financier 2017-2018;
- Que le gouvernement du Canada débloque dès l'exercice financier 2016-2017 les fonds de la Feuille de route pour les langues officielles qui n'ont pas encore été débloqués;
- Que le gouvernement du Canada s'engage à travailler avec les organismes et institutions des communautés francophones et acadiennes comme partenaires privilégiés pour identifier les besoins et les pistes de solutions qui permettront de renforcer les capacités et les infrastructures dans les communautés.

À l'aube d'une année qui nous mènera aux célébrations du 150^e anniversaire de la Confédération, le gouvernement a une occasion de poser des gestes décisifs, voire même historiques, pour renforcer la dualité linguistique canadienne. Il peut le faire en appuyant ceux et celles qui créent des milieux de vie en français partout au pays.

Je vous remercie.